

LE COMBAT SYNDICALISTE

- BIMESTRIEL ANARCHOSYNDICALISTE DE LA CNT-AIT DE MIDI-PYRENEES - La LETTRE DU CDES -

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171



DOSSIER : DOSSIER OAXACA : _ PRÉSENCE DU MAGONISME _ RICARDO FLORES MAGON : "LE PEUPLE MEXICAIN EST PRÊT POUR LE COMMUNISME" _ TÉMOIGNAGE : CONGRÈS CONSTITUTIF DE L'APPO _ SIX MOIS D'INSURRECTION /// DES MAJORETTES, VITE ! _ RAPACITÉ AGRESSIVE _ COMMENT UN FAIT DIVERS DEVIENT UN ÉVÉNEMENT _ LE CLANDÉ _ MON QUARTIER A L'HEURE DE "L'ANNIVERSAIRE" _ QUELQUES PROPOSITIONS CONCRÈTES _ _ DES MILITANTS ANTI-PRISONS _ FIGEAC : UNE "MÉMOIRE" PLEINE DE PÉPINS _ LES BRISEURS DE MACHINE _ ELECTIONS EN VUE _ IN MEMORIAM _ VOUS L'AVEZ PAS VU, VOUS L'AVEZ PAS LU

N° 97 - Octobre - Novembre 2006 - 2 euros

DES MAJORETTES, VITE !

En moyenne, au premier semestre 2006, un peu plus de 73 poubelles (73,368 exactement) ont été incendiées chaque jour en France. Les statistiques du ministère de l'intérieur sont formelles car le sujet est plus que sérieux : les poubelles brûlées constituent une des principales "violences urbaines". C'est tout dire.

Au premier semestre 2005, cette même moyenne s'établissait à un peu plus de 85 (exactement 85,528). Le ministère de l'intérieur peut se féliciter. Il est sur la bonne voie. Grâce à l'action vigilante de la police, pas moins de 12 poubelles, sauvées quotidiennement des flammes, ont pu conserver leur contenu intact pour qu'il finisse à l'incinérateur du coin. Certes, pour se faire, les moyens de la police ont été sacrément décuplés ces dernières années. Mais, avouons-le, avec 12 poubelles sauvées, le jeu en valait la chandelle. On comprend mieux dès lors les revendications ("*Plus de moyens, plus de primes, augmentation des salaires*") revendications auxquelles certains ajoutent perfidement ("*Plus de bavures*") des syndicats de police, car, nul doute, le respect des poubelles est un pilier fondateur de la démocratie.

D'ailleurs, non seulement il faut les protéger, mais la tragique compatibilité de nos poubelles défrites est un devoir patriotique sacré. Nous ne payerons jamais assez cher ces dizaines de milliers de fonctionnaires qui ont sauvé d'une destruction 12 poubelles chaque jour et qui ont rendu un vibrant hommage aux autres, celles qui se sont consumées sous leurs yeux.

Il faut donc donner encore plus de moyens aux policiers, car si les feux de poubelle sont en régression, il y a de plus en plus d'occupation de hall d'immeuble. Ces "violences Urbaines" (le stationnement dans un hall rentre dans la même catégorie que la délinquance poubellifuge) bien que d'une gravité extrême, sont en constante progression : 188 occupations de hall d'immeubles pour le seul premier semestre de 2006. Entre les poubelles à surveiller et les immeubles remplis d'habitants les effectifs de la police, malgré leur croissance exponentielle, ne peuvent être que débordés. D'autant plus que de nouveaux crimes, inconnus jusqu'à présent, sont en train de voir le jour. Laisser faire caca à son toutou sur le trottoir (ce qui est certes emm..., mais tout de même moins que les radiations de la moindre centrale nucléaire), fumer dans tous les bâtiments à usage collectif (même du tabac), dire "zut" à un fonctionnaire sont désormais des infractions graves et justifient une augmentation de la surveillance policière.

Oui, devant ces hordes de délinquants les syndicats de policiers ont bien raison de manifester et de réclamer des mesures supplémentaires de protection. Qui protégera en effet les policiers de ces violents ? Pour résoudre un tel problème à la hauteur de son importance, il ne nous reste plus guère qu'à faire monter au front les bataillons de majorettes.

La Lettre du C.D.E.S

bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste

Bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Abonnement un an

Tarif normal :
10 euros

**Abonnement de soutien :
20 euros ou plus**

Libellez vos chèques à l'ordre de :

**CDES, CCP 3 087 21 H
Toulouse**

Pour tout contact avec le journal :

**CDES, CNT- AIT
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse**

Tél_Fax : 05 61 52 86 48

Les articles en ligne

Sur le site de la CNT-AIT de Toulouse

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

et sur celui de Paris-Nord :

<http://cnt-ait.info>

Secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158

82001 Montauban cedex

Autres adresses

secrétariat de l'AIT

**AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121
OSLO, Norvège.**

CNT, [http : www.cnt-ait-fr.org](http://www.cnt-ait-fr.org)

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP 8176, 64181 Bayonne

Cdx. UR Méditerranée : CNT-AIT, Vieille Bourse du

Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille. UR

Normandie : CNT, BP 2010, 14019 Caen Cdx. UR

Paris-Nord : CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx 11.

Rhône-Alpes : CNT, BP 223, 38405 St Martin

d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S

est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, après leur journée de travail. Nous tenons à remercier tous ceux qui nous envoient des infos, articles, coupures de presse, dessins ... qui nous permettent d'enrichir la rédaction.

"RAPACITÉ AGRESSIVE"

Un drame. La mort d'un jeune homme de 26 ans, jeté d'un pont par des SDF, est évidemment un drame, pour sa famille, pour ses amis, plus largement pour tous ceux qui veulent une société plus fraternelle.

Un drame, qui a été aussitôt exploité par les politiciens et journalistes avides de ser-
rer d'un cran de plus leur politique antisociale : squatters jetés à la rue, vendeurs à
la sauvette expulsés des marchés, SDF harcelés, contrôles policiers partout. Et une
nouvelle invention sémantique, la "marginalité agressive"... mais pas un mot sur les
causes du malaise.

HAUTS LOYERS et BAS SALAIRES

Depuis des années une spéculation immobilière sans frein se développe dans
toute la France. Résultat : il est fréquent que le montant du loyer du plus modeste
logement coûte l'équivalent d'un salaire. De nombreux jeunes, même en travaillant,
peinent à trouver un toit pour vivre. Même des salariés dont le revenu est assuré
--comme des petits fonctionnaires-- sont obligés de "résider" à l'année dans des cam-
pings ! Le nombre de personnes à logement précaire ou carrément SDF augmente
fortement chaque année parce que la hausse des loyers est incessante.

SOYONS CLAIRS

Accapareurs immobiliers qui nous extorquent des loyers exorbitants, financiers
qui accumulent d'immenses fortunes en nous exploitant et au besoin en nous licen-
ciant, chiens de garde chargés de la sécurité des privilégiés... tous font mine de
s'étonner des troubles que leur rapacité agressive provoque.

Ils n'ont pas fini de s'étonner. Des mouvements de résistance s'organisent et s'am-
plifient. Déjà, des grèves des loyers sont tentées, dans certains immeubles on com-
mence à refuser de payer l'eau au tarif de l'or noir, un squat, vidé par la police le
matin est récupéré par plus de deux cents personnes le soir même, des SDF pren-
nent la parole, ... Continuons de nous organiser pour ne plus subir ! Solidarité !

Comment un fait divers devient un événement

Fait divers : Un étudiant de 26 ans, Edouard, a été assassiné par un groupe de Sans Domicile Fixe sur le Pont Neuf à Toulouse le 12 septembre 2006.

Fait divers ? Le maire de Toulouse rend un vibrant hommage à la victime, avec dépôt de gerbe médiatisé, sur le Pont Neuf et stigmatise la mendicité agressive qui envahit la ville. Il politise le drame en faisant référence à la mort d'Habib qui déclencha à l'époque des émeutes au Mirail. "A l'occasion de la mort de jeunes parfois délinquants, des manifestations ont été organisées ; je suis ému et choqué que rien de tel ne se soit produit à l'occasion de cet assassinat d'un jeune étudiant porté par un idéal généreux." (Dépêche du midi, 20 septembre 2006).

Fait divers : La famille n'est pas informée ni conviée à cet hommage ! "Je n'avais pas à demander l'autorisation de quoi-
conque pour rendre un hommage à quelqu'un mort sur la
place publique." répond le maire, élu du peuple ! (Dépêche
du Midi, 28 septembre 2006).

Fait divers ? Le maire de Toulouse demande une audience auprès du ministre de l'intérieur, M. Sarkozy, afin de mettre en place sur sa ville les moyens nécessaires à la répression et à l'éradication des S.D.F. et autres "marginiaux" de la ville.

Fait : La municipalité prend un arrêté anti-camping sauvage (un nombre important de personnes vivant sous tente à

Toulouse travaille mais n'a pas les moyens de se loger !) ; (Délibération du conseil municipal du 06 octobre 2006).

Fait : La mairie annonce la création d'une nouvelle délégation municipale pour lutter "contre la marginalité agressive". Elle a pour objectif d'examiner tous les moyens disponibles et de travailler avec les services sociaux et de police pour faire reculer ce phénomène.

Fait : La mairie se lance dans une lutte contre la "marginalité agressive" et n'hésite pas à inverser les priorités à travers les missions de la police municipale. La priorité numéro 2 de la police, après la circulation, devient : la gestion des S.D.F. en ville... Une brigade équipée d'un fourgon spécial tourne toutes les nuits dans dix points ciblés de la ville... "Il y a au centre ville des groupes de marginaux minoritaires que nous identifions et qui posent problème en raison de leur comportement. Nous faisons la différence entre eux et les S.D.F. qui méritent toute notre solidarité" (L'adjoint au maire, La Dépêche du 26 octobre 2006).

Fait : La répression s'intensifie et s'élargit. Le 26 octobre 2006, "Le Clandé" lieu alternatif associatif et culturel occupé depuis 10 ans est évacué de ses occupants sans aucun ménagement ni préavis. La Dépêche écrit : "Le renforcement des mesures municipales contre " la marginalité agressive " se traduit sur le terrain par une intensification des

contrôles, des fermetures de squats et le durcissement des arrêtés municipaux portant sur l'alcool et l'occupation prolongée du domaine public" (27 octobre 2006). De nombreux squats d'habitation à travers la ville sont également évacués ou rasés.

Événement : Des S.D.F., par une banderole sur la place publique, manifestent leur soutien à la famille et stigmatisent l'amalgame entre S.D.F. et meurtriers : "Les SDF tiennent à témoigner leurs sincères condoléances à la famille d'Edouard. Cet acte nous a profondément choqués. Ce crime ne peut être lié à la mendicité ! Nous regrettons que de telles atrocités aient pu être commises par des SDF." (Banderole rue de Metz, le 24 septembre 2006).

Événement : "Le Clandé" est réinvesti le soir même de son évacuation par un groupe d'environ 200 personnes.

Événement : Face au climat de haine et de tensions qui se développe dans la ville, les S.D.F. stigmatisés comme des individus ingérables, dangereux, individualistes, entament un jeûne de protestation. Ce dernier événement nous interpelle particulièrement. Que des êtres humains qui dorment dans la rue et tendent souvent la main pour manger utilisent cette forme extrême de la non-violence, désigne bien la dérive de cette loi républicaine censée protéger les plus faibles et qui aujourd'hui sert à les opprimer !

L'Atelier Idéal

EDOUARD RIHOUAY

Etudiant en sociologie, Edouard venait de travailler sur les "Glaneurs" au Québec (réalisation et partage de repas collectifs, à partir de produits récupérés à la fin des marchés). Passionné de théâtre, il avait joué à plusieurs reprises avec "L'Atelier idéal" à "La Chapelle", un de ces lieux que le code civil juge illégaux mais qu'Edouard estimait légitime. Ses proches et intimes ont fait connaître leur refus et leur colère de voir la mort de leur ami devenue légitimation d'une politique répressive, de voir cette mort devenir instrument d'idées et de mécanismes qui sont l'exact opposé de ce qu'était sa vie.

"Le Clandé outragé, le Clandé humilié, mais le Clandé (provisoirement) libéré !"

Le Clandé est un squat d'habitation, d'activités politiques et culturelles ouvert en 1996 dans un local qui est la propriété de la Ligue contre le Cancer. A la suite d'un procès en 2000, le Clandé a été déclaré expulsable à tout moment. Ce 26 octobre, à 10 heures, la police est venue expulser les quelques occupants des lieux. On ne leur a même pas laissé le temps de récupérer leurs biens, ni ceux des divers collectifs qui étaient abrités dans le lieu. Une demi-heure plus tard, une vingtaine d'amis et compagnons commençaient à se regrouper devant la porte du squat quand les CRS, sans sommation, les ont matraqués. Il y a eu au moins un blessé et une interpellation d'un passant qui prenait des photos avec son téléphone. Spontanément, le boulevard a été bloqué par des barrières prises au marché tout proche, des passants n'hésitant pas à manifester bruyamment leur indignation devant les exactions policières. Rapidement, c'est une bonne centaine d'individus qui se sont retrouvés sur le boulevard au plus fort du blocage qui s'est poursuivi jusqu'à 15h30-16h. Quelques ordures sont incendiées. Puis, les bloqueurs refluxent lentement vers la place Arnaud Bernard sous la pression des CRS qui frappent sur parcours leurs matraques contre leurs boucliers. A 18h, quelques 300 personnes se retrouvent sur cette même place et décident de tenir une assemblée générale au squat La Chapelle tout proche. Le principe d'un départ en manif est assez vite arrêté. Des squatters tout proches font part des risques d'expulsions qui les concernent pour le lendemain matin. Il est décidé que le trajet de la manif passerait par le squat menacé afin de montrer à tous le lieu où il se situe.

La manifestation part alors, passe par le squat menacé, et se dirige symboliquement vers le Clandé. Les manifestants pensent simplement faire du bruit dans toute la ville pour un bon bout de la nuit, mais quand ils passent devant le Clandé, la porte cède miraculeusement. Le vigile présent dans les lieux part sans difficultés. Les gens entrent dans les lieux. Un manifestant se met à la fenêtre et proclame "Le Clandé outragé, le Clandé humilié, mais le Clandé libéré !". La police arrive. Des poubelles sont récupérées et deux barricades seront montées afin de bloquer deux rues permettant d'accéder au squat. Pendant ce temps, les occupants vident les lieux du matériel qu'il contient, au cas où une nouvelle expulsion aurait lieu. Au bout de trois quart d'heure environ, les CRS se retirent sans explications, suivis peu de temps après de la BAC. Il est décidé de faire une manifestation le samedi à 14h.

Le lendemain, le concert programmé dans le squat a pu avoir lieu, dans une affluence rare pour le lieu. Une bonne centaine de gens squattent même la rue pendant une bonne partie de la soirée.

Le samedi, un cortège d'environ quatre cents personnes part du Capitole et se rend immédiatement dans les quartiers bourgeois du centre ville. Les manifestants armés de plaques offset font un bruit épouvantable sous les regards sidérés de la bourgeoisie. Des tags apparaissent sur les murs avec des slogans comme "On n'a pas de crémaillère, on pendra le propriétaire". Un tagueur est attrapé par un vigile, mais les manifestants solidaires arrivent à faire reculer le vigile zélé. La manifestation dure deux heures et se termine sur la place Arnaud Bernard. Puis, les activités ont repris. Le 4 décembre, d'importantes forces de police ont investi de nouveau les lieux. Elles les ont rendus inhabitables par des destructions et les ont murés. Le Clandé est donc viré de ses locaux, mais l'histoire reste à suivre.

Pol

MON QUARTIER A L'HEURE DE "L'ANNIVERSAIRE"

L'anniversaire, c'était bien sûr celui de la mort de Ziad et Banou. Deux adolescents que l'harcelante pression policière a conduit voici un an à se réfugier dans un transformateur. Ils ne supportaient plus l'idée de subir les vexations d'un énième contrôle de police. On connaît la suite. Des émeutes, les émeutes de l'écoeurément mais aussi de la dignité, s'en sont suivies, partout en France.

Cette année, il fallait que ça recommence. Que les banlieues s'embrasent. Qu'il y ait des émeutes en novembre. Pour des raisons qui mêlent un profond mépris de la population à de savants calculs électoraux, le pouvoir en avait décidé ainsi. Et de sa puissante voix, celle qu'il déverse dans les journaux télévisés, il a lancé le compte à rebours.

Près de deux mois avant les "présumés prochains-futurs événements", tout était prêt. Comme à Kourou pour un lancement de fusée, nous avons vécu en direct la succession des "Jour moins 60 avant le début des émeutes", puis "Jour moins 59", et ainsi de suite, jusqu'à ... rien. Car, si l'annonce haletante des futurs-nouveaux malheurs de la France a longuement assuré la "une" des merdias, force est de constater que d'émeute à proprement parler, il n'y en a point eue.

Mais, pendant deux mois, l'opinion publique a été travaillée en profondeur, tournée et retournée, sur le thème "Tremblez braves gens, les jeunes (de couleur) des quartiers vont venir vous manger".

Quelques semaines auparavant, la même association de menteurs nous avait inondés d'un communiqué, repris en chœur par radios, journaux et télévisions, selon lequel "Une jeune fille maghrébine qui mangeait à la cantine de son collègue a été lapidée pour avoir ainsi violé le jeûne du ramadan".

Communiqué qui illustre parfaitement une facette de ce "travail du journaliste", tant vanté : l'information était vraie, les commentaires totalement faux. Renseignements pris le fait est celui-ci : une jeune fille

(effectivement maghrébine) qui mangeait dans une cantine scolaire (effectivement dans la période dite de ramadan) a reçu un ou deux cailloux que lui ont lancé deux ou trois garçons. Point barre. Là s'arrête l'information. L'escroquerie intellectuelle commence à pointer avec le mot "lapidée" et s'épanouit avec "pour avoir violé le jeûne du ramadan". Car, de jeûne du ramadan, il n'en est pas plus question dans cette affaire que d'émission érotique sur les ondes de Radio Vatican. Et pour cause : les élèves qui ont lancé les cailloux mangeaient eux aussi à la cantine et faisait fi du jeûne du ramadan tout autant que la jeune fille en question. Que des garçons jettent des cailloux à une fille, ce n'est évidemment pas "bien". Mais, que l'on transforme une sottise d'écolier en argument politico-religieux, c'est infiniment plus grave. C'est tout simplement la vérité qui est, une fois de plus, lapidée.

Ce discours merdiateur permanent, qui tantôt suinte de la bave des journalistes, tantôt est asséné avec la force d'un bombardement, vise un double public. A la population de centre ville comme à celle des campagnes, il instille la peur et le mépris. A celle des quartiers, il rappelle son état permanent d'humiliation, n'hésitant pas, comme le montre l'épisode de "l'anniversaire" à aller jusqu'à la provocation pure et simple. C'est de ça aussi que la réalité de la vie dans mon quartier toulousain, comme celle des autres, est faite. C'est ça qu'entendent à longueur de journées les jeunes comme les vieux. Et il faut une sacrée force de caractère et quelque peu de lucidité pour s'en désengluier. Peut-on reprocher à ce qui n'y par-

viennent pas de reproduire, en actes ou en paroles, ce que le discours dominant leur dicte ? Faut-il rappeler, à ceux qui regrettent -et parfois dénoncent- cet "aveuglement" de la population des quartiers, les mots de Beaumarchais : *"Aux vertus qu'on exige d'un domestique, Votre Excellence connaît-elle beaucoup de maîtres qui fussent dignes d'être valets ?"* Oui, aux vertus qu'un jeune de quartier, connaissez-vous beaucoup de bourgeois qui soient dignes de vivre ici ?

D'autant qu'outre cette pression insidieuse, nous avons sous les yeux, en permanence, la démonstration que notre qualité de vie n'a aucune importance pour le pouvoir, cela sous la forme d'une vaste opération de dévastation du logement social. Quel habitant n'a pas les tripes remuées par ces destructions systématiques d'immeubles en très bon état, méticuleusement rasés les uns après les autres ? Cela dans une période où se loger décemment devient un exploit ! Ce quartier prend maintenant des allures cauchemardesques avec une énorme saignée qui commence à le traverser et à le défigurer. Ces destructions ne se font pas au hasard. On en est revenu à Haussmann, et avec les mêmes objectifs que ce dernier (qui voulait "punir" les couches populaires parisiennes et pouvoir mater toute révolte) : éliminer la convivialité, la solidarité qui se manifeste dans le quartier (convivialité voulue dès le départ par les urbanistes qui avaient multiplié les occasions de rencontre en particulier en concevant un quartier largement piétonnier, ici, on se dit encore "bonjour" quand on se croise), favoriser la gestion policière du quartier, enfin recevoir le flot de voitures que les habitants du centre ville ne veulent plus voir passer sous leurs fenêtres. Quant aux familles délogées, expulsées de leurs appartements, qui s'intéresse encore à leur devenir ?

QUELQUES PROPOSITIONS CONCRETES

Il est intéressant de constater qu'aujourd'hui la plupart des tentatives d'organisation concrètes de réseaux parallèles ne viennent pas des milieux militants. Sous le capitalisme, à chaque fois que les exploités s'organisent en dehors de la norme économique, cela signifie qu'ils n'attendent plus grand chose des dirigeants. Écoles ouvrières, bourses du travail, caisses de solidarité, jardins collectifs... autant d'outils qui ont permis aux générations précédentes de pouvoir proposer une organisation matérielle solide. D'une certaine manière, elles démontreraient que l'auto-organisation concrète de la résistance pouvait devenir force de transformation sociale. La capacité révolutionnaire prenait un nouveau sens. Cette histoire de la résistance ouvrière et de son organisation matérielle subversive est la nôtre.

Depuis, le capitalisme a muté et les "trente glorieuses" marquent l'intégration du monde ouvrier à la société de consommation ; les syndicats en deviennent les négociateurs attitrés, sous l'œil bienveillant du patronat. De son côté, le monde agricole a profondément muté, les campagnes sont prolétariées et subissent la dictature de l'industrie semencière.

AUJOURD'HUI, OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Les villes s'étendant toujours plus, elles modifient leurs environnements. Il n'est pas rare par exemple que des salariés travaillant en centre ville vivent dans des campagnes éloignées. Cette nouvelle donne de l'espace géographique et de l'urbanisme rend ridicule le distingo ville/campagne. L'agriculture nourricière locale est d'ailleurs de plus en plus souvent le fait d'ex-citadins ayant changé leur mode de vie. Comprendre cet état de fait, c'est aussi se donner les moyens de s'organiser matériellement pour rendre notre pratique subversive plus forte. L'anarchosyndicalisme, c'est aussi l'idée que les anarchosyndicats (que l'on pourrait aussi nommer "groupes révolutionnaires") sont l'amorce de l'utopie, que le fait de lutter ensemble laisse présager un autre monde possible.

Avec l'état de délabrement du capitalisme qui devient éclatant pour tous, l'illusion d'un présent perpétuel est impossible. Qui peut avoir la certitude que ce système nous propose le minimum vital ad vitam æternam ? Il suffit d'ouvrir les yeux : beaucoup n'ont plus la possibilité de vivre décemment. Quand on est en situation de précarité, survivre demande tellement de temps, bouffe tant d'énergie, qu'il n'est pas

évident d'imaginer autre chose et de s'en donner les moyens collective-ment.

Généralement les solutions pratiques envisagées sont à l'origine honnêtes. Mais, quand elles sont compatibles avec la bonne marche de la machine et économiquement viables, elles renforcent la capacité de nuisance et de mutation du capital. Qu'on les nomme "commerce équitable", "économie solidaire", "agriculture biologique"... jamais ces solutions ne permettront le renversement du système et d'ailleurs, elles n'ont pas été inventées pour ça. En réponse à tout cela, déjà des réseaux informels apparaissent et tentent d'inventer une pratique concrète de l'autonomie, en lien avec une rupture sociale. Notre capacité à concrétiser ces idées avec ces pratiques devient de plus en plus importante, la liaison est nécessaire. Les outils que nous nous devons d'inventer doivent nous ressembler, la solidarité

ne peut qu'être active. Je jette ici une idée pour étayer mon propos.

"DÉTOURNEMENT" D'UNE AMAP

Un petit groupe de personnes intéressées par l'agriculture récupère un terrain (prêt, location, achat...). Ils mettent en pratique une agriculture écologique et des techniques simplifiées pour permettre d'y passer un temps raisonnable. Un autre groupe se constitue et avance de l'argent pour l'acquisition de graines, matériels... Entre ces personnes, l'égalité économique étant de mise, chacun met ce qu'il peut. Un jour par semaine ils se servent de fruits et légumes selon leurs besoins.

Le jardin potager collectif devient terrain d'expérimentation en vue de toujours simplifier les méthodes culturales pour qu'elles soient reproductibles le plus facilement. Ainsi le renforcement du jardin se fait par la multiplication d'autres, permettant l'échange de savoir-faire et d'appui mutuel. Ainsi ne serait-ce que lors de grèves, des ébauches de solidarité concrètes voient jour : en plus de la lutte les repas sont partagés.

Des fruits et légumes ne remplaceront pas la grève générale et le blocage de l'économie comme moment révolutionnaire, ce serait une illusion totale. Cependant l'autonomie progressive des moyens matériels renforce notre lutte de tous les instants.

Vladimir

(PS : n'hésitez pas à prendre votre plume sur le sujet. On peut m'écrire au journal).

Affaire de Mindin, 2ème round : Forfait de l'adversaire

Nous avons déjà relaté les ennuis que son patron -Mindin, un établissement de Loire-Atlantique recevant des handicapés - fait à Chantal -une simple employée qui dénonce ce qui se passe dans cette maison. Débouté en première instance (cf. notre précédent numéro), Mindin avait fait aussitôt appel. Cet appel a obligé Chantal, qui n'a que son maigre salaire d'employée de base, à payer de nouveau de gros frais (frais de procédure, frais d'avocat). Or, juste avant que cet appel soit jugé, Mindin l'a retiré purement et simplement. Chantal se retrouve sans possibilité de s'exprimer devant un tribunal, mais les frais engagés ne lui sont pas remboursés pour autant. Deux remarques s'imposent. D'abord, si Mindin a retiré son appel, c'est qu'il savait qu'il allait perdre. Ce qui démontre bien de quel côté est la vérité. Deuxièmement, c'est qu'à ce petit jeu -plaintes déposées, déboutées, redéposées, retirées- il est facile pour un patron de ruiner un salarié et de le pousser au désespoir. Bien entendu, nous n'en resterons pas là. Le dossier Mindin contient de réelles et graves anomalies. Nous travaillons donner les suites qui s'imposent.

Xavier F.

MEXIQUE : PRESENCE DU MAGONISME

Les événements du Mexique, comme ceux qui viennent de secouer d'autres pays du nouveau monde, ont, à n'en pas douter, une portée internationale. En publiant, page suivante, un article de Ricardo Flores Magon écrit en 1910, nous entendons les éclairer non seulement du passé mais bien par le présent. Car cet article, nous l'avons tiré d'une collection de textes de Magon ; collection éditée et diffusée depuis 1992 à Oaxaca par des habitants eux-mêmes. En 1998 la CNT-AIT de Midi-Pyrénées avait d'ailleurs aidé financièrement à leur impression sur place. Cette année-là, par exemple, 2 000 brochures avaient été vendues sur la ville d'Oaxaca.

Ce succès n'est pas un hasard. Ricardo Flores Magon était natif de l'État d'Oaxaca. Ses habitants sont fiers, encore aujourd'hui, de la trajectoire politique des frères Enrique et Ricardo Flores Magon. Leur père était un Indien Zapotèque, et d'après le biographe local de Ricardo, ce sont les récits paternels concernant le mode de vie des Indiens qui ont conduit les Magon à l'anarchisme. Ils restèrent jusqu'au bout fidèles à leur idéal. Les chefs d'État mexicains -Diaz d'abord, Madero ensuite- tentèrent de les acheter, en leur promettant des places et des rentes. Si leur troisième frère, Jésus -un prénom prédestiné !-, accepta la trahison en prenant un poste de Secrétaire d'État sous Madero, il en fut différemment pour Ricardo et Enrique. Ricardo périt assassiné en 1922 dans une prison des USA.

Dans un pays qui connaît tant et tant de vilénies et de trahisons politiques les nobles destins de Ricardo et Enrique Flores Magon attirent les sympathies, d'autant que les magonistes regroupés autour de Ricardo et Enrique furent les précurseurs de la révolution mexicaine. Cette révolution est la première du XXème siècle. Elle contient déjà les enseignements de 1917 et 1936. Deux conceptions s'affrontent : ceux qui se contentent des réformes parlementaires, comme le bulletin de vote ou la république, et ceux qui veulent Tout. Les magonistes précédant les Makhnovistes ukrainiens et les Collectivistes espagnols, ont lancé le mot d'ordre "Terre et liberté !", tout le programme du communisme libertaire : la terre comme

l'usine sont à tous et l'autorité, d'où qu'elle vienne, n'est que parasitisme. Mais le XXème siècle n'a fait que creuser des tombeaux en faisant des révolutions à moitié. Jésus Magon, Juan Sarabia et d'autres s'arrêteront en chemin -à l'étape des honneurs et des prébendes- celle qui nous mène à l'époque actuelle : celle du PRI, le Parti de la Révolution Institutionnalisée lequel, jusqu'il y a une décennie, a régné sans partage au Mexique ... Et nous voici donc à Oaxaca en 2006. Depuis des mois, la population tient cette ville et les parasites (flics et matons, gouverneur et bureaucrates...) ont dû fuir. Une "Asamblea Popular de los Pueblos d'Oaxaca", semble incarner l'insurrection. Oaxaca, ce n'est pas les Balkans infectés de nationalisme, et que l'on dise "pueblos" ou "poblaciones", cela peut aussi bien signifier peuples que villages ou populations. Il faut chercher la signification de ces termes dans la culture de la région. Derrière "los pueblos d'Oaxaca" il y a tout l'esprit des communautés indiennes si chères à Ricardo, et face à cela, comme par le passé, il y a la force autoritaire. Car l'État fédéral n'est jamais intervenu que pour massacrer et réprimer les paysans, jamais pour les aider, et par la force des choses, les valeurs des ancêtres -la solidarité, l'entraide- sont devenues synonymes de survie. Du coup les communautés rurales ou indigènes sont redevenues aptes à se passer de l'État. Voilà que cet article, publié par Magon en 1911 retrouve toute son actualité : un siècle est passé, et de nouveau ces communautés font vaciller le pouvoir mexicain !

Ne nous y trompons pas, on nous parle de Commune d'Oaxaca un peu comme on parle de la Commune de Paris. Peut être qu'il y a des similitudes. Mais il y a une différence de taille entre la commune de Paris et celle d'Oaxaca, c'est que cette dernière n'est pas isolée. Dans tout l'État d'Oaxaca, dans tout le Mexique, les pauvres, les prolétaires sont solidaires d'Oaxaca, parce que le mouvement d'Oaxaca fait appel à leur sensibilité profonde, parce qu'il a comme fer de lance ces communautés qui sont la mémoire et la fierté de tous les exploités. Ces villageois, depuis longtemps habitués à l'autonomie, sont la force du mouvement, certainement pas les partis et les syndicats de toutes obédiences, que les Mexicains, tirant leur lucidité de leur expérience historique, qualifient massivement de "charros" c'est-à-dire de pourris.

O



Ricardo Flores Magon :

“LE PEUPLE MEXICAIN EST PRET POUR LE COMMUNISME”

Les habitants de Morelos, comme ceux de Puebla, de Michoacan, Durango, Jalisco, Yucatan, et des autres États dans lesquels de vastes étendues de terre ont été occupées par des masses prolétaires qui se sont vouées à leur culture démontrent au monde entier, par des faits, que l'on n'a nul besoin de savants pour résoudre le problème de la faim.

Pour arriver à ce résultat qu'est la prise de possession de la terre et des instruments de travail, au Mexique, on n'a pas eu besoin de leaders, "d'amis" des travailleurs, de décrets paternalistes, ni de lois savantes, non rien de tout cela. C'est l'action qui a tout fait et qui continue de tout faire. Le Mexique marche vers le communisme plus vite encore que nous l'espérons, nous les plus exaltés des révolutionnaires, et le gouvernement et la bourgeoisie ne savent plus quoi faire en face de faits qu'ils pensaient irréalisables.

Il n'y a pas trois mois que Juan Sarabia dans une lettre ouverte, longue et fastidieuse, qui m'était destinée et que presque toute la presse bourgeoise de Mexico a publiée, me disait que le prolétariat ne comprenait rien à notre propagande et qu'il se satisfaisait de la grande conquête de la révolte Maderiste : le bulletin électoral. Les faits lui démontrent que nous, les libéraux^{*1}, ne sommes pas des utopistes et que notre action et notre propagande répondent aux nécessités et à l'opinion de la classe pauvre du Mexique.

La population mexicaine tient en une horreur instinctive l'autorité et la bourgeoisie. Tout visiteur du Mexique a pu sentir cette réalité : il n'y a pas d'individu plus cordialement haï que le gendarme. Le seul mot de gouvernement remplit d'inquiétude les humbles. Le soldat, en d'autres pays applaudi et admiré, est ici vu avec mépris. Toute personne qui ne gagne pas sa vie avec ses mains y est odieuse.

Tout ceci est plus que suffisant pour une révolution sociale de caractère économique et antiautoritaire.

Mieux, au Mexique vivent plusieurs millions d'Indiens qui, il y a 20 ou 25 ans vivaient encore en communautés, lesquelles possédaient en commun la terre, les eaux et les forêts.

La solidarité, l'appui mutuel était la règle dans ces communautés, dans lesquelles l'autorité n'existait que quand l'agent du fisc faisait son apparition ou bien quand les "rurales" venaient chercher des mâles pour les enrégimenter dans l'armée. Dans ces communautés il n'y avait ni juge, ni maire, ni maton, ni aucune sorte de ces parasites. Tous avaient droit à la terre, à l'eau pour l'arroser, à la forêt pour le bois de chauffe et de construction. Les charrues aussi bien que les boeufs étaient au service de tous. Chaque famille cultivait le lopin de terre qu'elle jugeait suffisant pour vivre, la récolte se faisait en commun, en réunissant toute la communauté, aujourd'hui pour Pierre, demain pour Jean, et ainsi de suite. Tous les membres de la communauté participaient à la tâche.

Ces simples habitudes ont duré jusqu'à ce que, l'autorité, se sentant assez forte dans la pacification totale du pays, put garantir à la bourgeoisie la prospérité des affaires. Les généraux des révoltes politiques reçurent des vastes étendues de terres, les grands propriétaires agrandirent leur territoire, les plus vils politiciens obtenaient des terres immenses comme salaire, les aventuriers et les étrangers obtinrent des concessions, de terres, de forêts, de rivières, laissant nos frères indiens sans un pouce de terre, sans droits sur les forêts ni sur la moindre branche d'arbre, dans la misère la plus abjecte, dépouillés de tout ce qui avant était à eux.

Quant aux métis qui constituent la majorité des habitants de la république mexicaine, à l'exception des habitants des grandes villes, ils avaient également des terres communales, bois et rivières, comme la population indigène. L'appui mutuel était également de règle, les choses se fabriquaient en commun, l'argent n'était pas nécessaire, parce qu'on pratiquait le troc. Mais il y a eu la paix. L'autorité en est ressortie renforcée, et les bandits de la politique et de la finance volèrent de façon éhontée les terres, les bois, tout. Il n'y a pas quatre ans on pouvait encore lire dans la presse d'opposition que le Nord-américain X ou l'Allemand Y ou l'Espagnol Z avaient enfermé une population entière dans les limites de "sa" propriété avec l'aide de l'autorité.

On voit donc que le peuple mexicain est apte au communisme parce qu'il l'a pratiqué, au moins en partie, durant des siècles. Cela explique que, bien qu'en majorité analphabète, il a compris qu'aux farces électorales consistant à élire des bourreaux il fallait préférer l'action consistant à s'emparer de la terre. C'est ce qu'il est en train de faire, au grand scandale des voyous de la bourgeoisie.

Maintenant il ne manque plus qu'à l'ouvrier de s'emparer de l'usine, de l'atelier, de la mine, de la sidérurgie, du chemin de fer, du bateau, de tout en un mot. Qu'il n'y ait plus de maître d'aucune sorte, et alors cela sera la fin de ce mouvement.

Adelantes camaradas !



Ricardo Flores Magon
Regeneracion,
02 septembre 1911

*1 : C'est le nom que se donnaient les magonistes insurgés.

Rien à voir donc avec les "libéraux" d'aujourd'hui. Ce terme comme pour les autres termes politique utilisés, doit être ressitué dans le temps (début du XXème s.) et l'espace (le Mexique).

Témoignage :

Congrès constitutif de l'APPO

Le Congrès constitutif de l'APPO (Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca) s'est ouvert ce 10 novembre. Il avait pour objectifs de définir les perspectives, les principes, le programme et le plan d'action, à court, moyen et long terme de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) puis de désigner les membres du Conseil de l'État des peuples d'Oaxaca (CEPO - direction collective permanente de l'APPO, organe de coordination et de représentation).

Trois jours plus tard, le lundi 13, à 4 heures du matin, après d'âpres disputes, interrompues par des discours de soutien venus de toutes parts, la recherche opiniâtre du consensus et quelques tentatives de manipulation, le Congrès avait atteint ses objectifs.

Les délégués des sept régions de l'État d'Oaxaca et des différents secteurs de la société composant l'APPO formaient le corps du Congrès, huit cents personnes au début, un peu plus de mille sur la fin. Ils avaient un carton orange et eux seuls avaient le droit de vote. Puis venaient les invités munis d'un carton jaune (les invités avaient le droit à la parole, mais non au vote) et la presse, autre carton, qui a dû sortir dès le commencement des débats.

Interdiction était faite de sortir avant la fin des débats, sauf pour les invités, qui, dans ce cas, ne pouvaient pas revenir. L'alcool et les armes à feu étaient interdits, ainsi que les appareils photo. Un Comité de vigilance veillait au bon respect des règles et cherchait à éviter l'infiltration de gens indésirables. Au dernier jour, nous avons été retardés par la découverte de faux délégués, qui avaient présenté un mandat suspect. Mais, en général, les gens se connaissaient par délégation, et il était difficile de se glisser à l'intérieur d'une délégation sans soulever des interrogations.

Petits déjeuners, repas du midi et du soir étaient prévus. En outre les habitants des quartiers et des barricades apportaient à manger dans des camionnettes ou des autos particulières. Les Indiens, les jeunes et les femmes étaient



un peu perdus dans un monde d'hommes, d'adultes et de métis. J'ajouterai que le monde paysan était sous-représenté au profit du corps enseignant. Pourtant, ces minorités issues des colonies, des barricades et des communautés villageoises vont marquer d'un esprit nouveau l'assemblée populaire, face aux traditions de lutte des militants marxistes, qui constituaient tout de même le gros morceau de l'APPO.

DEUX FORMES DE PENSÉE

Durant toute la durée du Congrès, ces deux formes de pensée vont s'affronter, mais aussi s'écouter, pour finir par conclure une forme d'alliance, un pacte provisoire : les militants ayant parfois été sensibles à ce qui constitue le fondement de l'Assemblée et lui donne un sens -la communauté- ; les jeunes libertaires, les habitants des colonies et des villages reconnaissant, semble-t-il, la capacité d'organisation des militants issus des formes historiques de la "lutte des classes". Cette union ne se fait pas sans grincements de dents, torsions et contorsions, ce qui donne à l'Assemblée une tournure complexe et parfois ambiguë. Elle est "populaire", ce qui convient à l'esprit des marxistes-léninistes, mais elle est aussi l'Assemblée des peuples d'Oaxaca, ce qui lui donne un tout autre esprit.

La première journée a été en grande partie occupée à répertorier les délégués et les invités, et le Congrès n'a véritablement commencé qu'en début de l'après-midi. Les sept présidents et vice-présidents, les quatre rapporteurs et les dix scrutateurs chargés de la direction du Congrès ont été désignés par les délégués, chaque région devant nommer trois représentants. La règle du consensus a été retenue et le programme des trois thèmes de travail a été présenté. Durant cette journée, à travers des discussions, des idées ont pu se préciser : maintenir l'unité entre les forces qui composent l'Assemblée, entre un mouvement anti-autoritaire et spontané et un mouvement organisé. Des concepts comme la révocation des mandats, la démocratie participative, l'initiative citoyenne, le "mandar obedeciendo" (commander en obéissant), la reconnaissance des droits indigènes, une éducation multiculturelle, l'éga-



lité des genres, ont été avancées, et devaient prédéfinir et rappeler les grands traits de l'Assemblée.

La deuxième journée a été plus consistante, avec la tenue des trois séances de discussion autour des thèmes suivant :

1° : Analyse du contexte international, national et régional, à l'intérieur duquel se constitue l'APPO.

2° : La crise des institutions : pour une réforme intégrale de l'Etat libre et souverain d'Oaxaca, pour un nouveau gouvernement, une nouvelle constituante et une nouvelle constitution.

3° : L'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, perspectives, déclaration de principes, statuts et buts, plan d'action à court, moyen et long terme.

Nous avons assisté à la troisième. Les résolutions et les propositions de la première Assemblée des peuples d'Oaxaca, qui a eu lieu fin septembre, ont été reprises dans leur ensemble. Ce sont en général des déclarations de principes, qui n'ont de sens que s'ils sont réellement appliqués, ce qui est encore à voir. Retenons les principes : révocabilité des membres du Conseil, analyse et débat par la base de toutes les décisions prises par l'APPO, nécessité du consensus sur les décisions, "tequio" ou travail communautaire, "mandar obedeciendo"...

Nous retrouvons ce caractère de généralité quant aux propositions concernant le programme de lutte (souveraineté nationale, pour un nouveau modèle de développement économique, pour une démocratie populaire, pour la justice sociale). Je vous laisse deviner le contenu de tous ces paragraphes, je retiendrai le droit à la terre pour les femmes indigènes et le respect de la médecine traditionnelle et des médecins et des sages-femmes indigènes. Puis chacun y a été pour de nouvelles propositions de principes ou de luttes ou pour confirmer et préciser les propositions existantes, insistant sur l'horizontalité des rapports, les radios communautaires, le système des charges. Une cinquantaine de personnes est ainsi intervenue, chacune d'entre elles exprimant, dans une certaine confusion entre réformisme et radicalité, ses préoccupations et ses idées.

TROIS COURANTS

Au cours de toutes ces interventions, se dessinaient peu à peu les trois courants qui allaient s'affronter le len-



demain : le courant que j'appellerai "magoniste" et qui s'appuie sur les pratiques et les règles de la vie communautaire (souvent, d'ailleurs, la communauté est mise en avant comme une simple référence, un peu abstraite, par de jeunes libertaires venus des barricades), le courant "révolutionnaire" marxiste-léniniste, qui tourne autour du concept-clé de pouvoir populaire, et un courant plus souterrain, moins visible mais qui pointe parfois le bout de son nez, le courant réformiste proche du Parti de la révolution démocratique (PRD) et de la Convention nationale du même nom.

La troisième journée a été consacrée au débat, à partir de l'analyse des résultats ou conclusions des trois séances de travail, et ce ne fut pas une mince affaire : tentatives de manipulation, art de faire passer -en force ou en douceur-, des propositions inacceptables pour la majorité des délégués... usure, résistance, acharnement, fatigue,... les militants des partis politiques et en particulier du PRD, ressortaient de leurs sombreros tous les vieux procédés usés jusqu'à la corde pour faire accepter l'inacceptable. Pris dans la tourmente le bateau du Congrès a tenu bon, malgré quelques voies d'eau qui n'ont pu être colmatées à temps.

Il s'agissait ensuite de nommer les membres du Conseil, la règle de pas moins de 30 % de femmes ayant été acceptée et retenue par la majorité : dix hommes ou femmes pour chacune des sept régions à l'exception de la Vallée centrale, où se trouve Oaxaca, qui sera représentée par vingt délégués auxquels s'ajouteront les représentants des différents secteurs (de 3 à 5 par secteur) : colonies et quartiers, barricades, femmes, organisations civiles, organisations des peuples indigènes, syndicats, autorités municipales, jeunes et étudiants, paysans et producteurs, religieux, commerçants, secteur culturel et artistique, intellectuels. Tout le monde y retrouvait son compte finalement et il y eut plus de 260 membres nommés pour deux ans.

Remarquons que les délégués de la Sierra Norte au Congrès, conséquents avec leur tradition communautaire, n'ont pas nommé de membres au Conseil, laissant ce soin à l'assemblée régionale, qui se réunira prochainement à Guelatao.

Oaxaca,
le mardi 14 novembre 2006.

6 MOIS D'INSURRECTION

Oaxaca est à la fois le nom d'une ville et d'un État du Mexique. Fief historique du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), Oaxaca est un État pauvre à majorité indienne. En 1995, sous la crainte d'un soulèvement zapatiste, le gouvernement concède la reconnaissance légale de la démocratie indigène en vue de les assimiler en tant qu'électeurs potentiellement favorables. Depuis, face aux comportements d'entrepreneurs imposant leur loi commerciale, des communautés entières se rebellent. Celles-ci sont violemment réprimées. C'est dans ce contexte que sont apparus les récents événements décrits ci-dessous :

22 mai 2006 : Manifestation d'enseignants pour l'augmentation des salaires. Occupation de la chambre des députés.

14 juin 2006 : Répression sauvage par le gouvernement de l'État d'Oaxaca : encerclement des manifestants sur la place centrale de la ville (le Zocalo) par plus de trois mille flics, usage de bombes de gaz au poivre larguées par l'hélicoptère personnel du gouverneur. Réoccupation du centre ville par les manifestants. Radicalisation des revendications des enseignants, qui demandent la destitution du gouverneur de l'État. Réveil de la conscience des habitants et insurrection de ces derniers.

Juin 2006 : Formation de l'APPO (Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca), composée de près de 350 organisations, communautés indigènes, syndicats, associations civiles et individus autonomes.

A ce stade d'évolution nous insistons sur le fait que le mouvement populaire, initialement induit par les enseignants, a pris une ampleur beaucoup plus vaste. Ainsi, en plus de centaines de professeurs, il compte de nombreux travailleurs de la ville et de la campagne, notamment des milliers d'indigènes. La population est infor-



mée, organisée et politisée.

S'inspirant de la vie communautaire des villages et de la démocratie parallèle issue de la résistance indigène, la population mène une action de désobéissance civile pacifique, assumant le contrôle politique de la ville et provoquant une crise économique : marche de plusieurs centaines de milliers de personnes, occupation de plus de 30 mairies, blocage des hôtels de luxe du centre ville, de l'aéroport, des avenues, des édifices publics, d'administrations, de tribunaux et de l'Assemblée de l'État.

Fin de la visibilité du gouvernement. Il n'apparaît plus que dans des opérations nocturnes.

23 juin 2006 : Formation, par de nombreux groupes et intervenants, d'une commission provisoire négociatrice ne reconnaissant plus l'existence d'un État à Oaxaca. Bien que les décisions soient prises par l'APPO, il se dessine une tendance, portée par les syndicats proches des partis politiques, qui cherche à passer outre les décisions de l'assemblée.

1^{er} août 2006 : Manifestation de six mille femmes armées de casseroles dans les rues d'Oaxaca. S'ensuit l'occupation de 12 radios et de la télé officielle.

2 août 2006 : Attaque des radios par des sicaires en voitures, armées de mitraillettes ! Les habitants des quartiers dressent des barricades pour empêcher la circulation de ces escadrons de la mort.

21 août 2006 : Encerclement de la

capitale d'Oaxaca par les forces de police et par la police parallèle. L'action criminelle des paramilitaires (qui ont assassiné plusieurs personnes) a été un facteur de désordre qui a "justifié" l'intervention de la PFP ((Police fédérale préventive, force de répression de l'État central mexicain).

Semaine du 19 au 26 août 2006 : Une cinquième victime est assassinée par les forces de l'ordre. Création et maintien des barricades par le peuple la nuit ; tenues de centaines d'assemblées populaires en journée.

25 août 2006 : Rueda Pacheco, secrétaire général de la "Section 22" (syndicat des enseignants) pactise avec le pouvoir et accepte de s'asseoir à la table des négociations. L'APPO prend clairement ses distances avec le PRD. Les enseignants déclarent que le départ du gouverneur, Ulises Ruiz n'est pas négociable, c'est "la destitution ou rien".

Nous pouvons noter ici qu'en l'absence des institutions gouvernementales, la vie à Oaxaca continue comme avant, les marchés sont approvisionnés, les magasins généralement ouverts, les restaurants et les cafés fonctionnent. La ville est néanmoins en alerte. Des barricades sont dressées aux entrées ainsi qu'autour de lieux stratégiques. Des liens de solidarité se tissent entre le mouvement insurrectionnel et les familles des quartiers (provisions et café chaud), ainsi qu'avec des communes proches.

Septembre 2006 : Apparition d'assemblées populaires dans d'autres

États que celui d'Oaxaca.

23 septembre 2006 : Début d'une marche de milliers de femmes et d'hommes d'Oaxaca sur Mexico (cette marche connaîtra un soutien populaire tout au long de son périple).

28 octobre 2006 : L'opposition entre l'APPO et le syndicat des enseignants devient de plus en plus criante.

29 octobre 2006 : 4 000 soldats de la PFP enfoncent les barricades et investissent le Zocalo. Les manifestants se replient sur la cité universitaire. Dans la nuit plus de 50 militants sont arrêtés à leur domicile.

2 novembre 2006 : La PFP donne l'assaut à la Cité universitaire, violant de fait la loi mexicaine. Après 7 heures de combat, les 50 000 manifestants armés de pierres et de cocktails Molotov repoussent les assaillants mais le bilan est lourd : une vingtaine de morts, une centaine de blessés, 120 prisonniers ainsi que de nombreux disparus (des enseignants, désobéissants aux consignes de leur syndicat, ont participé à l'affrontement et gardé ainsi leur dignité). Parallèlement s'organise une marche des habitants des quartiers de la ville pour manifester leur indignation (sans la participation des militants traditionnels politiques ou syn-

dicaux).

4 novembre 2006 : La milice étatique reçoit le renfort de 2 000 hommes et occupe la ville. Les voitures calcinées sont délogées. La Cité universitaire est toujours tenue par des barricades.

5 novembre 2006 : Des dizaines de milliers d'habitants de l'État d'Oaxaca et d'États voisins organisent une marche vers la capitale de l'État national, exigeant le retrait des troupes armées. L'APPO demande au président Fox d'organiser une table de négociation d'urgence.

19 novembre : Création de l'Assemblée Populaire des Peuples Indiens Zapotèques, Mixe et Chinantèques.

20 novembre 2006 : Les affrontements continuent dans la ville entre la PFP et les manifestants, notamment sur la place Santo Domingo (à quelques centaines de mètres du Zocalo). On compte de nombreux blessés parmi les habitants.

Cette lutte, originellement partie de revendications salariales s'est transfor-

mée en un véritable mouvement insurrectionnel. Se nourrissant du marasme et de la misère ambiante, les différentes couches opprimées de la population ont su s'organiser de façon spontanée et font trembler les responsables de leurs situations précaires. Partout de part le monde des mouvements de solidarité commencent à se former. Pour notre part nous éprouvons envers nos compagnons une admiration certaine. Si Oaxaca est un exemple à bien des égards, puissions-nous ne lui rendre de meilleur hommage que de le suivre.

Henri,
20 nov 2006

Sources : CQFD, George Lapiere, Luis Hernández Navarro, La Jordana, Annick Stevens, Hermann Bellinghausen, Octavio Velez Ascencio Internet.



DES MILITANTS ANTI-PRISONS À LAUZERTE

Une quarantaine de personnes, militants, ex-détenus, villageois et curieux s'est retrouvée le samedi 14 octobre à Lauzerte afin de débattre des moyens de lutter contre l'incarcération.

La soirée, après un apéro-repas plutôt festif, a commencé par le témoignage d'un ex-détenu de la Maison d'arrêt de Seysses, une des maisons d'arrêt parmi les plus dures de France. Il a été question de la difficulté de subvenir à ses besoins vu le prix pratiqué par les "cantines" (bien plus élevés qu'à l'extérieur. Ex : location de télé à 9,5 euros la semaine, ...) et les salaires, puisque la paye des prisonniers qui travaillent est loin d'atteindre le SMIC (150 euros en moyenne pour un mois de travail). Alors que la croyance "nourri, blanchi, logé" est une totale ineptie, les relations avec l'extérieur ne sont guère évidentes. En effet, il arrive que les courriers traînent une semaine sur un bureau quelconque. Les parloirs, eux, sont une véritable épreuve lorsqu'il s'agit de rencontrer sa famille dans

un pièce de 5 m², séparée par un muret, à la vue des matons, sans intimité, et seulement pendant 30 minutes lorsque le temps réglementaire est respecté !

L'incarcération d'un proche est aussi une épreuve pour les familles qui doivent supporter les regards et remarques des autres. Bien que le but du système soit de les briser, on peut voir naître des solidarités, comme en a d'ailleurs témoigné une maman de prisonnier. C'est ainsi que le CASP (Comité d'aide et de solidarité aux prisonniers) s'est créé et rencontre de nouvelles personnes prêtes à s'investir dans cette lutte : correspondance avec des prisonniers, émissions de radio, information et soutien aux familles (devant le tribunal, devant la prison,...). Ce n'est que grâce à tous que le CASP continuera son action. Toutes les aide sont les bien-venues. Notre mot d'ordre doit être : Ne nous laissons pas abattre, conservons notre dignité. Notre arme, c'est la solidarité.

Alina du CASP.



FIGEAC : Une "mémoire" pleine de pépins

Nous étions quelques compagnes et compagnons ce mardi 21 novembre à Figeac qui avions bien l'intention de rétablir un tant soit peu la vérité historique : l'auteur d'une nouvelle "Mémoire des vaincus"^{*1} venait, en personne, donner une conférence pour la promotion de son bouquin dans le cadre d'une semaine de commémoration de la République espagnole. Si le livre (que certains avaient fiévreusement lu et relu, se posant vainement la question "*Est-ce bien réellement ce que je lis qui est imprimé ?*"), si le livre en avait interloqué plus d'un, la conférence confirma bien nos craintes : il s'agissait bien d'une tentative de réécriture de l'histoire à des fins partisans, toujours sous couvert de devoir de mémoire. En cette année de commémoration, les livres consacrés à la "guerre d'Espagne" (beaucoup plus qu'à la Révolution espagnole !) sortent comme champignons à l'automne. Certains s'avèrent dangereux : leur lecture peut occasionner notamment, sur des personnes non averties, des troubles de la vision de la réalité historique, susciter dans certains cas des hallucinations dans la perception d'événements passés, entraîner enfin en cas d'abus et de surdosage des amnésies partielles, voire, exceptionnellement, totales.

Beaucoup de ces ouvrages prétendent pourtant réhabiliter, restituer du passé occulté, redonner la parole à ceux que l'on a condamnés au silence. Le livre de Patrick Pépin se situe dans cette veine.

L'objectif avoué est généreux : il s'agit entre autre de faciliter le travail de deuil à tous ceux qui n'ont jamais eu le droit de pleurer leurs morts dans cette terre d'Espagne que Franco avait transformée en colonie pénitentiaire pour les familles des vaincus. Le propos semble tout à fait sensé et mérite nos encouragements. Cette lutte contre l'oubli dans lequel le régime franquiste voulait emmurer les survivants ne peut être que salutaire. En arrière-plan de cette recherche, de cette tentative de réappropriation d'un passé, la férocité et l'ampleur de la répression franquiste sont fort justement dénoncées, et c'est tant mieux.

Mais au fur et à mesure de ce récit à plusieurs voix (l'auteur laisse la parole à des témoins), le lecteur averti ressent une sorte d'angoisse douloureuse, comme un vide dans un paysage à la fois terrible et familier : il manque, dans l'évocation de cette Espagne meurtrie, des acteurs de premier plan : les libertaires. Cependant patience, les voilà au détour d'une page. Notre dramaturge consent à les faire paraître : figurants blêmes, halle-

bardiers de la scène VI du dernier acte, silhouettes furtives et frêles, on peine à les reconnaître.

Voici l'histoire d'une jeune femme, militante des "*Juventudes libertarias*" (Jeunesses libertaires) qui a "*bien l'impression d'avoir fait beaucoup de bêtises au front dans les attaques désordonnées et qui a compris (en 1948) qu'il fallait tourner la page et que, pour des raisons d'efficacité politique, il était préférable de rejoindre le PCE, l'anarchisme n'étant qu'une erreur de jeunesse*". Ce témoignage est très certainement véridique. Tout le monde a le droit de changer, mais pourquoi choisir précisément de publier ce témoignage là^{*2} ?

A quelques pages de là, un autre témoin évoque l'enfer d'Alicante (fin mars 39) où des milliers de gens se sont fait piéger, attendant vainement des bateaux qui ne sont jamais venus. On le sait, des dizaines ou plus de gens se sont suicidés. Aucune fuite n'était possible. Qui croyez-vous que notre "témoin" ait choisi de montrer au moment du grand saut ? Deux cénétistes de la

28ème division. Le fait est sans doute avéré, mais pourquoi choisir de relater ces suicides là plutôt que d'autres ?

Quelle image des libertaires (dont ce sera les deux seules apparitions) restera à l'esprit d'un lecteur non averti : voilà des gens qui n'ont pas de suite dans les idées, qui rejoignent le PCE et qui, dans l'adversité, se donnent la mort. Il ne s'agit pas ici de condamner des gens qui se sont suicidés pour échapper à une mort certaine (précédée de mauvais traitements et de tortures) ou d'incriminer des gens qui ont quitté l'organisation, mais on sait que la plupart des compagnes et compagnons de cette époque sont restés fidèles à leurs idées jusqu'au jour de leur mort et qu'ils se sont battus dans les pires circonstances avec un courage exemplaire.

Mais poursuivons si vous le voulez bien la "lecture passionnante" de l'ouvrage de notre cher journaliste de Radio-France (l'homme a été directeur de France-Culture). Le beau rôle, comme on pouvait s'y attendre, est laissé à ceux qui, bien sûr, ont tout fait et tout sauvé : les braves gens du Parti communiste espagnol.



Ça commence bien évidemment par un hommage rendu aux "Treize roses rouges de Madrid", ces 13 jeunes filles des Jeunesses communistes de Madrid fusillées le 5 août 39 par les franquistes. C'est un fait historique, et il est indéniable que bien des communistes ont été fusillés. Mais dans ce livre de Monsieur Pépin, les martyrs se sont surtout les communistes, et on n'apprendra pas que le "Parti des fusillés" ait pu être quelque mois plus tôt un parti de fusilleurs. C'est à eux également -les communistes- que revient l'honneur d'avoir organisé la lutte armée en Espagne contre Franco. Hommage est rendu à "El Quico". On s'attend bien sûr à ce que "El Quico" soit Francisco Sabate, célèbre combattant libertaire, abattu le 5 janvier 1960 par la Garde civile. Mais non, le Quico en question est un certain Francisco Martinez Lopez, militant communiste. Les combattants de la guérilla libertaire ne manquaient pourtant pas. Rappelons ici aussi la mémoire de Ramon Vila Capdevila^{*3}, guérillero intrépide qui mourut sous les balles de la Garde civile le 7 août 1963. On le sait, ce sont des centaines de militants libertaires qui ont laissé leur vie de l'autre côté de la frontière dans la lutte armée contre le franquisme dans les années de l'après-guerre. Dans l'histoire qu'écrit Monsieur Pépin, il n'y a pas de place pour eux. Quel comportement paradoxal, pour un homme si épris par ailleurs de "devoir de mémoire" !

Sidérés, consternés, nous avons ainsi appris que jusqu'en janvier 37 cela avait été le chaos en Espagne. Nous avons été par ailleurs "soulagés" d'apprendre que les crimes politiques avaient cessé à partir de cette date^{*4}, quand il est historiquement établi que la terreur stalinienne va se mettre en place dans ce mois du printemps 37, et bien sûr après l'échec de l'insurrection de mai 1937 à Barcelone ! Evidemment, le silence est total sur les événements de mai 37 en Aragon, où se distingue particulièrement la division de Enrique Lister qui, au nom du Parti communiste, massacre

allégrement les paysans des collectivisés libertaires. Pas un mot non plus sur les exterminations massives (à de multiples occasions) sur le front, quand l'infanterie cénétiste se faisait hacher menu lors des assauts parce que la couverture d'artillerie, promise par l'état-major (aux mains du PCE) n'arrivait jamais ou trop tard (ou que les munitions n'arrivaient pas).

Notre "grand intellectuel" -sic- (c'est ainsi qu'il se définit fort modestement lui-même)- n'a cure des questions que nous lui posons et recentre toujours le soi-disant débat sur le propos, le seul objectif qui est le sien : restituer la mémoire des victimes du franquisme. Semblant (enfin ?) se rendre compte que l'on ne peut prétendre souhaiter la réouverture des fosses communes du franquisme tandis que celles du stalinisme resteraient fermées, il se propose, en cours de conférence, "fort gentiment" d'écrire un livre dans les années à venir sur "l'élimination du POUM et des anars" : on en frétille d'impatience.

Nous étions submergés par une forte impression de "déjà vu", une sorte de marée montante. Qu'était-ce ? Mais oui, une sorte de remugle des discours de ces ex-compagnons de route du PC qui, après avoir perdu leurs illusions -et pour certains les prébendes qui allaient avec- se sont rapprochés des socialos pour vouer désormais un culte pieux à notre sainte mère la démocratie, tout en gardant -sait-on jamais- un petit faible pour leur maison d'origine^{*5}. Pour tous ces anciens marxistes, désormais honteux, la révolution (la bolchevique) a fait faillite. La défense de la démocratie est devenue leur seule religion, leur seul credo. Mais il est extrêmement curieux de constater que selon la durée et le degré d'intimité de la

relation qu'ils auront entretenue avec les appareils staliniens, ils conservent dans leur méthode d'approche, d'étude, les réflexes pavloviens de leurs maîtres à penser.

Pour en revenir à notre ami journaliste, sa méthode, dit-il, a été celle du collecteur d'informations qui se contente de retranscrire le témoignage (brut de coffre, pourrait-on dire), de s'effacer humblement dit-il, derrière la parole d'autrui. C'est la méthode du journaliste interviewer qui, simplement, enregistre. Mais à qui fera-t-il croire que l'agencement final de cette mosaïque de témoignages n'appartient qu'au hasard - comme il n'hésite pas

à le prétendre lors de la conférence -sauf à les avoir tirés au sort -ce qu'il se garde bien d'affirmer devant nous. Comment, dès lors ne pas s'interroger sur les présupposés qui ont guidé son choix, devant ce résultat d'une parfaite homogénéité politique et d'une telle discordance avec la réalité historique ?

L'historiographie n'est plus ce qu'elle était. Autre fois, dans le bon vieux temps, la pratique stalino-communiste était de gommer carrément les gens, les événements qui la dérangeaient, ne reculant même pas devant la publication de photos tronquées. En ces jours de modernité démocratique triomphante, il est politiquement incorrect de procéder ainsi : il est de bon ton de reconnaître l'existence de "l'adversaire qui dérange". Mais, si on lui concède une réalité, on s'emploie à minorer son rôle, à dénaturer ses propos et ses actions. On est même prêt à admettre qu'il y ait eu des erreurs graves à son encontre, mais, on le sait, personne n'est parfait. Bref, si les vieux staliniens restent accrochés à leurs méthodes surannées, les nouveaux démocrates se



sont faits les champions de l'évocation partielle et donc habilement mensongère. Elle permet de donner l'illusion de l'objectivité, de la pluralité des points de vue, de sauver les apparences de la morale démocratique. La censure moderne s'avère plus efficace parce que plus subtile.

Dans le monde de l'édition, l'auto-biographie on le sait est à la mode et nombreux sont ceux qui n'ayant rien vécu, n'ayant rien à dire n'hésitent pas à le faire savoir. Les revisiteurs du soir, les amateurs d'histoire recomposée se sont évidemment rués sur le créneau du témoignage : ils confèrent à toute recherche historique une touche d'authenticité. Le vécu -des livres au discours-, un label de véracité. Convoquant arbitrairement à la barre tel témoin plutôt que tel autre, de besogneux écrivains participent à la construction d'une fiction historique qui sert leurs intérêts. Dans les années 30, un certain petit monde d'intellectuels n'avait pas hésité à emboîter le pas, comme un seul homme, à Staline et à sa clique d'assassins ; puis il a reflué peu à peu, finissant par désertier la défense du paradis des travailleurs. Dupés par des idéaux qui se sont révélés cauchemardesques, ils se sont juré, mais un peu tard, qu'on ne les y prendrait plus. Beaucoup d'entre eux n'ont maintenant de cesse de dénoncer tous les idéalistes, englués dans un romantisme révolutionnaire définitivement désuet, obsolète. Désormais ces "intellos" ne jurent plus que par la démocratie, qui, comme chacun sait est exempte d'idéologie, n'a jamais conduit de guerres affreuses et n'est en rien responsable de l'aimable visage du monde dans lequel nous sommes contraints de vivre.

Mais, comment évoquer l'Espagne sans rappeler qu'elle a succombé aux coups conjoints du stalinisme et du fascisme ? Soixante-dix ans après les faits, l'histoire officielle continue de mettre en scène l'affrontement entre deux blocs monolithiques. L'ouvrage du sieur Pépin, par ailleurs prompt à dénoncer le "mythe d'une révolution libertaire réussie" contribue à propager

la fiction d'une République en phase avec les aspirations de la population, qui aurait impulsé de gigantesques réalisations, notamment dans le domaine éducatif -bien avant 36- et qui aurait bénéficié d'une solide assise populaire. On sait malheureusement que c'est le retour à l'ordre étatique qui sera l'"œuvre" majeure de la République, une fois que les communistes en auront pris le contrôle par les méthodes qui ont toujours été les leurs.

La mémoire doit être restituée dans sa totalité. Il est impensable que l'on puisse évoquer la répression franquiste sans mentionner le martyr qu'elle fit subir aux centaines de milliers de libertaires (sur le million d'adhérents de la CNT, la majorité ne put quitter le territoire) et sans rappeler la terreur stalinienne qui, en Espagne même, lui a préparé le terrain, en sabotant sciemment toute l'œuvre constructive et rénovatrice des libertaires. Il convient de rappeler haut et fort que "l'écrasement de la République espagnole" n'a suscité aucun réflexe de solidarité des démocraties voisines, pour la bonne raison qu'elles avaient bien pris l'exacte mesure du danger que représentait la révolution sociale en cours et voulaient éviter toute contagion. Une république espagnole uniquement porteuse de valeurs démocratiques, comme se complet à la rêver monsieur Pépin n'eût pas suscité ces réactions de rejet et d'abandon de la part de ses consoeurs.

Que cela plaise ou déplaise, l'Espagne a bien connu une révolution sociale radicale. Soixante-dix ans après, le système et ses défenseurs attirés continuent à en avoir peur et à tout faire pour en occulter la réalité.

Figeaquois-Cœur-Fidèle.

NOTES

_1 : Patrick Pépin "Histoires intimes de la guerre d'Espagne : la mémoire des vaincus". Ni dans son bouquin, ni dans sa conférence, Monsieur Pépin ne mentionne le roman historique à succès "La mémoire des vaincus" de l'écrivain libertaire Michel Ragon, dont il emprunte pourtant au titre. **_2 :** Oui, pourquoi ?



D'autres ont fait le chemin inverse. Ma mère, par exemple, me rappelle régulièrement son histoire militante qui commence par un embrigadement par les Jeunesses communistes espagnoles. Embrigadement est bien le mot : par exemple, elle devoit envoyer chaque année, comme ses copines, une longue lettre au camarade Staline pour lui souhaiter bon anniversaire ! Ce simple souvenir lui provoque maintenant des nausées. La duplicité criminelle du PCE pendant la guerre d'Espagne l'a amené, en exil, à s'en détacher et à se rapprocher des milieux libertaires. Elle peut toujours en témoigner (Note du claviste). **_3 :** Il s'était également illustré contre les nazis dans les maquis de Dordogne et du Lot, sous le pseudonyme de "Capitaine Raymond" avant de revenir poursuivre la guérilla en Espagne. **_4 :** Par crimes politiques, il fallait entendre... les exécutions de curés, aucune précision quant au fait que bien souvent cette aimable armée de Dieu étaient pris les armes à la main ! **_5 :** A la façon de Jorge Semprun qui s'est compromis avec tout le gratin du PCE et s'est refait une virginité avec la social-démocratie.

ICONOGRAPHIE

Affiches libertaires de la Révolution espagnole. Page 13 : "La guerre et la révolution sont indissociables. La ligne de feu & la production socialisée, clefs de la victoire finale sur le fascisme. Forge sociale, quotidien de la révolution", "Une cible pour chaque balle. En avant. Entre dans la colonne Espagne-libre". Page 14 : "Hommage populaire du peuple asturien à ses frères du Mexique, organisé par les organisations libertaires des Asturies". Page 15 : Il faut frapper le coup définitif".

Les briseurs de machine

Il nous est souvent difficile de nous figurer à quel point la Révolution industrielle marqua une rupture dans l'organisation sociale et économique des sociétés occidentales. Ces bouleversements prirent source en Angleterre à travers un processus au caractère brutal et rapide enclenché au début du 19^{ème} : ruptures dans les configurations des villes et des campagnes, dans les modes de vie (déclin de l'organisation "communautaire"), dans l'organisation du travail (rapport à la production, cadre de la manufacture), dans le rapport même à l'existence.

On tend à négliger l'aspect "révolutionnaire" de ces Révolutions industrielles opérées tour à tour en Europe, aux Etats-Unis puis s'étendant au reste du monde ; on les conçoit comme des phénomènes historiques linéaires -conséquences logiques de la "rationalisation" du monde- et inévitables -"on ne pouvait de toute façon y échapper". Pour nous, qui ne fûmes pas témoins de ce violent passage à l'ère industrielle, pour nous, qui n'avons toujours connu que son héritage, ses aboutissants, il n'est pas facile de concevoir qu'il y ait eu un "avant".

La toute puissance de la marchandise, le règne de l'idéologie du progrès, l'apparence désolée de notre environnement social et géographique, l'expansion illimitée des villes, les usines géantes, technopoles et centrales nucléaires qui poussent comme des champignons -prétendus symboles de la puissance humaine- les temples de la consommation bondés au quotidien -fausses métaphores de notre bonheur-... la liste exhaustive des tares iniques de cette société - dans tout ce qu'elle génère d'aliénations, de folies collectives- serait longue à établir mais ce n'est pas le propos ici.

Comment saisir dans notre environnement les traces du système pré-industriel /capitaliste, tant elles furent



anéanties au profit de l'imposition de celui que l'on connaît aujourd'hui ? Imposition pourtant bel et bien organisée contre notre gré ... contre le gré des populations d'alors (même s'il ne s'agit pas d'idéaliser les sociétés pré-industrielles qui avaient leurs propres formes d'exploitation). Pourtant, les temps pré-industriels ne sont pas si éloignés de nous, 100 ans, 200 ans à peine. Ce n'est pas grand chose à l'échelle de l'humanité. Mais, il s'en est passé depuis... et ça n'a pas toujours coulé de source pour les principaux concernés, ceux qui étaient au cœur du processus de production, ceux qui vécurent de plein fouet ces bouleversements de l'ordre socio-économique.

RÉVOLTES OUVRIÈRES

Les révoltes ouvrières face à l'industrialisation, ancrées dans la vie sociale, ont été la preuve du refus de se soumettre aveuglément aux nouvelles lois de l'industrie, et plus largement, à tous les principes et conceptions de la vie en société qu'elles engendrèrent. De nombreux corps de métiers se soulevèrent contre ce qui se dessinait alors : la perspective du travail en usine, d'une société basée sur la division et l'intensification du travail, dans laquelle l'individu n'aurait plus aucun contrôle sur son activité, sa production.

Considérer la machine comme élément crucial de la Révolution industrielle, voire comme nouvel "acteur social", n'est pas lui donner

une importance démesurée : elle fut (entre autres) à l'origine des transformations modernes. Et affirmer qu'elle suscita la haine de bon nombre d'individus n'est pas une hyperbole : partout où il y eut introduction de nouvelles machines -dans la plupart des secteurs d'activités- il y eut résistance à ces machines, résistance qui se manifesta sous diverses formes, dont leur destruction pure et simple. Ces résistances, oubliées pour la plupart, furent constantes dans leurs formes - qui posent le bris de machines en tant qu'ultime recours après épuisement des moyens légaux- ; constantes dans leurs cibles -les seules machines qui n'apportent aucun avantage aux travailleurs- ; constantes dans leurs acteurs -regroupés bien au-delà des cercles ouvriers les plus directement concernés- ; et constantes dans leur chronologie -avec une extinction rapide de la contestation dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle.

LES LUDITES

Le mouvement des Luddites^{*1} qui eut lieu en Angleterre, dans les secteurs du textile en proie à la mécanisation, entre 1811 et 1813 (avec quelques répliques les années qui suivirent), ne connaît pas d'équivalent en terme d'intensité : la révolte des ouvriers du textile fut un véritable séisme qui fit trembler l'Angleterre et ses dirigeants et, même si ce mouvement, aux frontières de l'insurrection généralisée, ne déboucha pas sur une

révolution, il retarda indéniablement la mécanisation de certains secteurs et eut d'autres conséquences sur le long terme, moins mesurables, ne serait-ce qu'à travers les grands questionnements qu'il souleva : la question de la machine et de la production placées au cœur du débat public.

Les mouvements de bris de machines qui secouèrent certains autres pays européens ne furent pas anecdotiques non plus, et c'est sur eux que nous nous concentrerons ici.

France, Espagne, Silésie, Autriche, Allemagne, Belgique, furent le théâtre de mouvements de résistance à la mécanisation. En France, on connaît la révolte des ouvriers du livre qui s'opposèrent à l'introduction des presses mécaniques durant les journées insurrectionnelles de juillet 1830 ; le midi lainier qui s'enflamma contre l'introduction des tondeuses mécaniques, ou encore les révoltes contre la mécanisation du textile en Normandie juste après 1789. Toutes ces révoltes eurent lieu de manière éclatée, surgirent à différents moments, eurent leurs spécificités dans les causes et les formes de luttes, touchèrent divers secteurs d'activités, mais elles sont malgré tout profondément liées les unes aux autres par une convergence de faits, de bases communes.

QUE RÉVÈLENT LES BRIS DE MACHINES DANS LEURS BASES COMMUNES ?

Tout d'abord, les secteurs non touchés furent ceux où la mécanisation rendait le travail moins pénible (les secteurs naissants), alors que l'opposition se manifestait là où la mécanisation menaçait les métiers existants. C'était plus ce que symbolisait la machine qui causait la colère des ouvriers, le système qu'elle engendrait, plus que la machine en elle-même² ; la mise en pratique des postulats de l'économie politique, "science" alors vénérée par les élites de tous bords mais infiniment orientée puisque mise au service des théories libérales, fondatrices du cauchemar qui suivit.

Ensuite, le cadre de la manufacture était au cœur de la révolte, à travers

tout ce qu'il reflétait³, à savoir sa fonction disciplinaire et répressive : l'enfermement et l'abêtissement (division du travail en tâches élémentaires, maximisée plus tard par le fordisme et le taylorisme), mise au pas d'un monde ouvrier et artisan rebelle.

STRATÉGIE DE DERNIER RECOURS

Il faut souligner que si la stratégie du bris de machine était fréquente, elle constituait un dernier recours, pratiqué par les ouvriers, une fois épuisées des stratégies plus legalistes (pétitions, tentative de réactiver des textes juridiques ou constitutionnels pour invoquer le refus des machines, tentatives de négociation pour retirer les machines...). Quand ces stratégies se soldaient par un échec, c'était l'émeute. Ce qui comptait, c'était plus ce que traduisait l'acte que son résultat : à travers le bris de machine, les ouvriers portaient notamment la critique du mode de relations sociales engendré par le règne de la machine. Le machinisme peut en effet désigner un mode de relations sociales qui éloigne moralement les hommes en les unissant mécaniquement. D'où le rôle qu'elle peut aussi jouer dans la division des individus.

Aussi, l'hostilité à la machine n'était pas portée que par ses seules victimes : Il est étonnant de voir à quel point "l'opinion" soutenait les émeutiers, moralement ou en pratique. Les villageois mirent en place des solidarités (hébergement des émeutiers en fuite, refus de dénoncer malgré la pression des autorités,...). Il arriva aussi à des magistrats ou à certains secteurs de la bourgeoisie ou de l'aristocratie (eux-mêmes réticents à la mécanisation, certes pour d'autres intérêts !) de soutenir la cause des briseurs de machines⁴. Enfin, on constate que les résistances étaient vives surtout en période de crise ou d'agitation révolutionnaire (1830, 1848...).

Ces mouvements doivent être déchiffrés dans un contexte où les coalitions ouvrières étaient interdites, et où la peine de mort contre les briseurs de machine était en vigueur au Royaume-Uni et en Espagne : la clas-

se ouvrière, au sens où on l'entendit par la suite, n'était pas encore constituée, et ces mouvements contribuèrent dans une certaine mesure à sa formation. Les individus s'organisaient de manière beaucoup plus directe entre eux, souvent dans la clandestinité. Ce n'est qu'au tournant de la seconde moitié du 19^{ème} siècle que l'on commence à parler de syndicalisme, tournant qui coïncide avec la raréfaction des bris de machines et de cette forme d'"action directe". On assiste alors à l'extinction de la contestation même de la mécanisation : la grève devient la forme de lutte privilégiée et les revendications sont liées à la durée et à l'organisation du travail. L'image de la machine change : elle n'est plus diabolisée, mais érotisée, magnifiée, humanisée.

LA QUESTION DU BIEN-FONDÉ DE LA MACHINE

Les considérations plus "philosophiques" liées à la machine, la question de leur bien-fondé, sont balayées du débat public... Mais il est important de souligner que ces considérations, qui émergeaient de la pratique de la lutte, furent emmenées au cœur du débat par les ouvriers, longtemps organisés directement entre eux, et ce à travers une multitude de publications, proclamations, brochures, lettres.

Les raisons de l'extinction de la contestation, en cette seconde moitié de 19^{ème} siècle, sont multiples, mais on peut ici en citer une, étroitement liée au contexte idéologique des années 1800-1850 en France. La Révolution de 1789 n'est pas loin, et les élites ont une peur particulière de tout retour à une situation insurrectionnelle. L'esprit jacobin est loin d'être mort, et n'attend qu'une excuse pour être ravivé collectivement (les journées de juillet 1830, "les Trois glorieuses" en sont l'occasion). Le climat de répression se durcit et sévit d'autant plus contre les briseurs de machine, ce qui contribue à "saper" cette expression de la lutte.

D'autre part, l'idée de la machine en tant qu'outil libérateur pour l'homme se popularise, les machines sont

de plus en plus considérées en lien avec le bien-être. Cette idée est en partie développée par Marx et Engels, qui dénoncent l'emploi capitaliste des machines, leur mode social d'exploitation, mais pointent leur potentiel émancipateur et la nécessité de se les réapproprier en dehors du système capitaliste.

En même temps, une véritable propagande du "progrès" est à l'œuvre parmi les classes dirigeantes. N'oublions pas que la notion de "progrès" telle qu'on l'appréhende aujourd'hui est assez récente puisqu'elle ne fut théorisée qu'à ce moment là. Elle constitue "un pilier" du contexte idéologique de l'époque. Cette problématique, que ne tarde pas à s'approprier le mouvement ouvrier, saisit tout un chacun, entraîne une ébullition de débats et de questionnements, notamment sur la machine, puisqu'elle incarne le progrès. La bourgeoisie industrielle et ceux qui tentent d'organiser la classe ouvrière (radicaux, communistes, socialistes) développent une "pédagogie mécanicienne" qui se retrouve partout (lieu de travail, école, espace public...). Il est difficile de savoir dans quelle mesure cette

croisade idéologique a joué dans la progressive acceptation populaire des machines, mais son influence est certaine. A partir de 1850, la destruction de machines est vue d'un très mauvais œil par le mouvement ouvrier, considérée comme une lutte stérile et primitive, accusée de desservir la cause du mouvement : "Songez que la machine doit vous être sacrée, de pareilles violences compromettent votre cause et celle des travailleurs", écrit Marx dans *Le Capital*. Le syndicalisme dans son ensemble ne cessera de mettre en garde contre toute tentative de recours au bris de machine. La question est-elle close pour autant ? En revenant plus en détail sur le luddisme dans un prochain article, nous donnerons un point de vue sur les enseignements que l'on peut tirer de cette période pour nos luttes actuelles.

Marcelle Brisefer

NOTES

1 : Nous aborderons le Luddisme dans un autre article. 2 : Chômage, division, intensification et déqualification du travail, disparition du travail à domicile, facteur quantitatif primant sur le qualitatif, production de masse et donc de marchandise frelatée,

expansion des marchés au rabais, perte de l'indépendance des travailleurs et artisans (alors conçue comme une forme de liberté).

3 : "La machine est une arme de guerre dirigée contre ces mûles de résistance que sont les ouvriers de métier. Elle permet leur élimination, leur remplacement par un personnel d'ingénieurs et de techniciens, rationalisateurs par essence, et plus liés à la direction des entreprises. L'enjeu de la partie n'est donc pas seulement l'emploi, même si c'est le principal argument, mais le contrôle : contrôle des matières premières, contrôle des produits, en quantité et en qualité, contrôle des rythmes et des hommes. La machine est un instrument de discipline." (M. Perrot, les ouvriers et la machine en France). 4 : Ce qui peut aussi s'inscrire dans la "critique artiste du capitalisme" (à différencier de sa critique sociale, mais intéressante à noter car elle rend compte de l'état d'esprit d'une frange sociale de l'époque), très développée dans les milieux bourgeois, hostiles à l'enlaidissement du monde, aux ravages esthétiques causés par l'industrie. Cette critique était alors surtout portée par le romantisme littéraire

RÉFÉRENCES

Deux ouvrages seulement ont été publiés en Français sur le Luddisme :

Nicolas Chevassus-Au-Louis, *Les Briseurs de machine*, Ed. le seuil.

V. Bourdeau, F. Jarrige et J. Vincent : *Les luddites. Bris de machines, économie politique et histoire*. Ed. Ere.

ELECTIONS EN VUE

D'ici quelques mois, la campagne présidentielle va commencer. Les futurs candidats potentiels n'ont pas caché leur programme, en particulier pour "mater les jeunes délinquants". Il y aura certainement, d'ici quelques semaines, une propagande acharnée sur l'insécurité, et l'on peut dire qu'elle a déjà commencé avec la "célébration" médiatique des révoltes des jeunes des quartiers populaires de l'an dernier. A les entendre tous, nous autres, habitants de ces quartiers, nous vivons dans l'insécurité la plus totale, et même les flics n'oseraient plus mettre les pieds chez nous...

On présente volontiers dans la presse bourgeoise les jeunes des cités comme des individus dénués de toute humanité, des barbares, voire de nouveaux fascistes, en les opposants à leurs "grands frères" qui, eux, sont censés être raisonnables et responsables. Ceci est un exemple qui garde un arrière-goût de racisme mal digéré ainsi qu'un fond raciste.

Le seul fait de vivre en banlieue fait de nous un suspect potentiel pour la police, surtout si on est jeune et de sexe masculin, parce qu'alors, on est forcément catalogué comme voleur, dealer, violeur (vous vous souvenez des fameuses "tournantes" ?). Mais personne parmi les parti-

cipants à cette campagne électorale ni dans la presse ne reconnaîtra qu'il y a, tellement massivement que c'est notre quotidien, des violences policières, des contrôles abusifs et des gardes à vues qui se terminent mal, des détentions dans les prisons françaises ou les jeunes des quartiers terminent par des suicides étranges, sans parler des humiliations que subissent les familles, avec, de temps en temps, des accusations faciles de "démission des parents face à l'éducation de leurs enfants" et avec la menace de leur couper les allocations familiales. Je pense qu'il est criminel de sucrer les allocs à des familles qui sont déjà en difficulté financières pour des sottises -vraies ou supposées- de leurs gosses à un moment où l'exemple que donnent les politiques est plutôt moyen. Il sait éduquer son gosse, Villepin ?

Je ne vais pas énumérer non plus d'autres violences venant de l'État avec d'autres types de flics comme peuvent l'être des éducateurs ou des AS et surtout les représentants des religions, catholiques ou musulmanes, qui, en fait, ne sont là que pour désamorcer la colère des jeunes, pour qu'ils se résignent à subir un système qui nous écrase tous.

Jacques

IN MEMORIAM



19 Juillet 2005,
Abel discute avec des compagnons
dans l'attente de la commémoration

ABEL IZQUIERDO

Humain, chaleureusement humain, fragilement humain, Abel Izquierdo nous a quitté au terme d'une inexorable maladie.

Trop tôt, beaucoup trop tôt, la Parque a coupé le fil, et déjà, il ne nous reste que l'émotion du souvenir.

Longtemps, il fut sur la brèche ; toujours il resta "le" copain, celui sur lequel on pouvait compter, celui qui partageait tout.

Athée pratiquant, mécréant notoire, laïque et fier de l'être ; il n'abandonna jamais la lutte contre l'obscurantisme religieux et fut à l'origine, avec Elyse Palophi et un autre compagnon, de la formation de la Libre pensée de Toulouse.

Anarchosyndicaliste viscéral, il avait commencé sa carrière militante en menant de sacrées bagarres dans les milieux de l'hôtellerie où il travailla de ses années d'apprentissage du métier à celles de sa maturité. Il fut aussi de cette poignée de militants qui, lorsque la CNT-AIT -dans un moment critique de son histoire- n'eut plus de presse, recréèrent "Le Combat syndicaliste" sans autres moyens que leur enthousiasme et leur volonté. Il en fut longtemps l'homme-orchestre. Notre journal lui doit beaucoup.

Humilié, et même maltraité à "l'école de la République", parce qu'enfant pauvre et apatride (comme l'indiquait sans fioritures sa carte de séjour d'alors), il avait, chevillée au corps, la passion de la culture et la conviction profonde que l'éducation pouvait être libératrice. Mettant à profit un temps de chômage, rattrapant au pas de course toutes les études qui étaient restées inaccessibles pour lui jusque là, passant les concours, il devint professeur d'histoire. Abel, ce fut dès lors une voix détonante et étonnante qui, se revendiquant toujours haut et fort de l'anarchisme, déboula et parfois chamboula les milieux quelques peu feutrés de l'Éducation nationale.

Goguenard, bon vivant, passionné, débatteur obstiné, idéaliste et cœur sur la main, c'est bien la première fois qu'Abel nous a fait faux bond. Lucide jusqu'au bout, anar jusqu'au bout, athée jusqu'au bout, il a été accompagné dans sa maladie par sa compagne, sa famille, ses copains. Il a été incinéré. Le drapeau Noir-et-Rouge de la CNT-AIT était sur son cercueil. C'étaient ces dernières volontés.

Abel tes compagnons te disent "Merci" pour ce que tu as été.

La Rédaction du Combat syndicaliste.

Le Combat syndicaliste changera de titre

La CNT-AIT de Midi-Pyrénées réfléchit à un changement de titre pour son journal. Une raison essentielle à cela : le titre actuel constitue un obstacle, du fait du sens très négatif acquis par le mot "syndicaliste" depuis quelques décennies, singulièrement depuis ses dernières années. De fait, pour la majorité des personnes qui pourraient être intéressées par ce que nous disons et ce que nous faisons le "syndicalisme", est identifié à juste titre, comme un outil de collaboration de classe au service de l'oppression. Le fait que le mouvement ouvrier révolutionnaire ait, antérieurement à cette évolution déjà ancienne, utilisé le terme dans un sens tout différent n'y change rien. La réflexion est donc ouverte. Nous invitons tous les lecteurs à y participer et remercions ceux qui ont déjà fait connaître leur avis.

La rédaction

Samedi 23 décembre 2006

16 heures : Réunion de lecteurs

Nous invitons nos lecteurs à venir donner leur avis (sur le changement de titre comme sur tous les sujets touchant à notre journal), au local de la CNT-AIT, 7 rue St Rémésy, Toulouse.

17 h 30 : Goûter des enfants

Les enfants des copains, militants, lecteurs, sont conviés à un petit goûter (même adresse).

C.N.T. - A.I.T.

TOULOUSE : Permanence publiques le samedi de 17-19h, 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes).
Tables de presse : le dimanche en fin de matin aux Pucés de St Sernin. Au RU du Mirail. Dans les quartiers.
Pour actualiser vos informations :

<http://cnt-ait-toulouse.fr>.

MONTAUBAN : Table de presse le samedi à partir de 10h30 sur le marché de Prax-Paris..

AUTRES INFOS UTILES : Le **COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS** et les **JEUNES LIBERTAIRES** sont joignables également 7 rue St Rémésy à Toulouse le samedi après-midi_ **PERSPECTIVE LIBERTAIRE :** site de brochures anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires. <http://perspectivlibertaire.free.fr>_ **AUCH :** Table de presse libertaire premier samedi du mois, 8-12 h, marché de la cathédrale.

N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER !

COMMENT SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT ?

Le numéro qui figure en haut et à droite de l'étiquette d'envoi correspond au dernier numéro du journal inclus dans votre abonnement. Pensez à le vérifier de temps en temps.

Vous l'avez pas vu, vous l'avez pas lu

Certes, vous auriez pu, car ça y était, dans "le journal". C'est d'ailleurs là que nous les avons trouvées ces informations. Mais vous ne les avez pas vu. Vous avez des excuses : il vous faudrait lire "Le Progrès", "L'Yonne Républicaine" et "Le Petit journal du Lot-et-Garonne" ou quelques équivalents locaux. Dans la presse nationale, à la télé, dans les radios, silence. Pas ou peu d'information (un peu pour le sous-préfet,...), encore moins d'analyse. Rien qui soit à la hauteur de l'importance du sujet. Pourtant, ces informations, après Outreau, après les multiples bavures policières ou judiciaires ont de quoi faire frémir : oui, on peut aller direct en prison à la suite des mensonges les plus éhontés de policiers assermentés agissant en bande, oui, on peut se faire détrousser dans un commissariat, oui, l'application de la loi n'est manifestement pas la même pour tous.

POLICE :

FAUX ET USAGE DE FAUX

Le 30 avril dernier, au cours d'une manifestation festive contre toutes les frontières, une jeune fille de 19 ans, Virginie, est arrêtée place des Terreaux (Lyon). Lors de son interpellation, Virginie est frappée et surtout paralysée par une décharge électrique aussi puissante que douloureuse : la police vient d'essayer sur elle le pistolet électrique "Taser", une arme de torture, sorte de gégéne portable qui paralyse la victime (et qui peut même la tuer, comme le démontre l'usage de cette arme aux USA). Là ne s'arrête pas son calvaire : des agents de la BAC (brigade anti-criminalité) accusent Virginie de rébellion, tentative de vol d'une arme de service et incitation à la rébellion. Rien que ça. Mise illico en détention provisoire, elle est embastillée pendant 22 jours. Mais au procès, patatras : des photos et films amateurs démontrent que les accusations portées par les policiers sont de purs mensonges. Les deux policiers accusateurs et leurs trois témoins, tous membres de la fameuse BAC, n'ont pu que s'empêtrer à la barre. Tellement lamentablement que le Procureur de la République a du rappeler à l'ordre un des flics : "Vous mentez au tribunal, votre déposition n'est destinée qu'à faire coller votre témoignage avec les photos !" Les policiers continuant de nier l'évidence, c'est le Président du tribunal qui a du souligner la gravité de la situation : "Vous vous rendez-compte

que vous avez fait deux faux procès-verbaux ?". Non. Pour toute réponse, un des flics accusateurs -devenu de fait accusé- n'a rien trouvé d'autre à dire que : "Je n'ai pas menti car j'ai prêté serment". Une garantie, en effet.

Devant tant de preuves matérielles du mensonge et d'incohérences policières, le tribunal a présenté ses sincères regrets à Virginie qui est sortie libre. Dans son réquisitoire, le Procureur s'est même interrogé : "Que ce serait-il passé s'il n'y avait pas eu les photo et la vidéo ?". La réponse, cher Procureur, est facile à trouver : Virginie aurait été lourdement condamnée, au pénal comme au civil, comme tant d'autres l'ont été et le sont au quotidien sur de simples déclarations de policiers. Tous assermentés, bien sûr.

L'affaire reste à suivre : l'avocat des policiers aurait décidé de faire appel (sur le plan civil). Peut-être a-t-il simplement envie de revoir les films. Il paraît en effet que les images sont frappantes. Quand à Virginie, elle envisage de porter plaintes contre ses tortionnaires pour violences illégitimes et fausses dépositions par agent assermenté. On attend.

POLICE :

FAUX ET USAGE DE FAUX

Interpellé, violemment, alors qu'il n'avait rien fait -et accusé néanmoins de violences, rébellion, outrage, bref, la batterie habituelle- un quidam d'Agen est conduit au commissariat, pour une longue garde à vue. A la sortie, il constate qu'il lui manque 50

euros. Sachant bien qu'il n'avait pas fait ses courses dans le commissariat, étant bien sûr de ne pas les avoir perdu, il a voulu aussitôt déposer plainte pour vol. Bien entendu, la police a refusé. Pourquoi ? Ne voulant pas en rester là, notre agenais est allé jusqu'au tribunal. Entre temps, le policier, qui avait recommencé sur un autre "client", a été confondu par sa hiérarchie. Comme l'a exprimé l'avocat du plaignant "Jusqu'aux faits, j'avais la naïveté de croire qu'on était en état de sécurité dans un commissariat". Détrompez-vous, cher Maître, détrompez-vous !

A noter que, ce policier était très bien noté, ce que son avocat n'a pas manqué de relever : "...il ne faut pas oublier que s'était un excellent policier, solide et valeureux". Si même les "excellents" policiers vous font les poches, c'est effectivement rassurant.

POLICE :

PAS DE CONTROLE POUR LE SOUS-PREFET

En Moselle, c'est un sous-préfet (haut fonctionnaire du ministère de la police) qui a refusé de "souffler dans le ballon". Au cours d'un on ne peut plus banal contrôle routier, cet usager de la route a envoyé promener le gendarme qui voulait le soumettre au test d'alcoolémie. S'il vous prend un jour de faire la même chose, voici ce qui vous attend pour ce délit : jusqu'à deux ans de prison et 4 500 euros d'amende, le tout assorti d'une suspension de permis et d'un travail d'intérêt général. De plus, habituellement, le gendarme ou le policier contrôleur considèrent qu'un refus est un "outrage". Outre la condamnation supplémentaire qu'il encourt (l'outrage le plus simple rapporte de 300 à 500 euros à la "victime"), le coupable passe alors en comparution immédiate. Ça, c'est si c'est vous ou moi. Le sous-préfet a simplement été entendu par le Procureur de la République qui lui a fait un simple ... rappel à la loi. Pourquoi, un sous-préfet n'est pas censé la connaître ?